



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

gouvernement

Question au Gouvernement n° 173

Texte de la question

PROPOS DU MINISTRE DE L'ÉCONOMIE

M. le président. La parole est à M. François Loncle, pour le groupe socialiste.

M. François Loncle. Monsieur le Premier ministre, si, tout à l'heure, nous avons très légitimement et très calmement protesté pendant votre réponse (*Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour la majorité présidentielle*),...

M. le président. Monsieur Loncle, on ne proteste pas calmement !

M. François Loncle. Si ! Nous en sommes capables ! (*Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour la majorité présidentielle et du groupe Union pour la démocratie française.*)

... c'est tout simplement parce que vous n'avez pas répondu point par point à l'excellente interpellation de M. Le Garrec. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.*) La raison d'être des questions au Gouvernement, c'est précisément d'obtenir des réponses aux questions que l'on pose.

M. François Loncle. Ma question s'adresse à M. Francis Mer (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste*) , ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.

Lors du dernier conseil des ministres, relatant votre entretien avec le responsable de la Bundesbank, vous avez déclaré que, selon ce dernier, la seule solution pour relancer l'économie était la guerre. Et vous avez ajouté devant vos collègues quelque peu abasourdis : « Je pense exactement comme lui ». (*Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour la majorité présidentielle.*)

Ces propos ont été rapportés par *Le Figaro*, qui n'est pas un quotidien spécialement à gauche, et m'ont été confirmés par l'un de vos collègues.

Nous souhaitons savoir tout simplement si cette étonnante et détonante sortie est un dérapage de plus dans votre expression politique (*Protestations sur les bancs du groupe de l'Union pour la majorité présidentielle*) ou si elle correspond, si j'ose dire, au fond de votre pensée. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la majorité présidentielle. - Huées sur les bancs du groupe socialiste.*)

Je vous en prie !

M. Francis Mer, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. Monsieur le député, jamais je n'aurais cru devoir rappeler dans cette enceinte la haine que j'ai de la guerre. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe de l'Union pour la majorité présidentielle.*)

Comme vous tous, je déteste la guerre. Comme vous tous, je sais qu'aucune raison, aucun argument, y compris économique, ne peut amener à justifier une telle évolution. (*Applaudissements sur les bancs du groupe de*

(l'Union pour la majorité présidentielle.)

Mme Martine David. Pourquoi avez-vous dit cela, alors ?

M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. Le Gouvernement, en espérant que nous pourrions aller jusqu'au bout de notre politique, a créé, je le rappelle, les conditions permettant d'éviter un risque majeur de guerre en Irak. *(Applaudissement sur les bancs du groupe de l'Union pour la majorité présidentielle et du groupe Union pour la démocratie française.)*

M. Jean Glavany. Double langage !

Mme Martine David. C'est de la brasse coulée !

M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. En tant que ministre de l'économie, je suis cependant obligé de vous confirmer qu'un certain nombre d'acteurs économiques dans le monde, constatant l'incertitude dans laquelle nous évoluons, n'ayant pas la capacité de prendre le moindre risque majeur, souhaitent, non pas la guerre, mais la fin de cette incertitude.

Je partage leur souhait qu'il y ait une solution le plus rapidement possible, en espérant bien évidemment de tout mon coeur qu'elle sera pacifique.

M. Arnaud Montebourg et M. Bruno Le Roux. Alors, vous l'avez dit ! *(Protestations sur les bancs du groupe de l'Union pour la majorité présidentielle.)*

M. le président. Un peu de silence !

M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. En tant que personne, monsieur le député, je peux vous assurer que je ferai tout pour me ranger du côté de ceux qui résolvent les problèmes de manière pacifique. *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la majorité présidentielle et du groupe Union pour la démocratie française. - Exclamations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des députés communistes et républicains.)*

Données clés

Auteur : [M. François Loncle](#)

Circonscription : Eure (4^e circonscription) - Socialiste

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 173

Rubrique : État

Ministère interrogé : économie

Ministère attributaire : économie

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 20 novembre 2002

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 20 novembre 2002